

Bruxelles, 11 février 2021 (07.00 heures CET)

Résultat du quatrième trimestre: 538 millions d'euros

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	4TR2020	3TR2020	4TR2019	Exercice complet 2020	Exercice complet 2019
Résultat net (en millions EUR)	538	697	702	1 440	2 489
Bénéfice de base par action (EUR)	1.26	1.64	1.66	3.34	5.85
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
Belgique	396	486	412	1 001	1 344
République tchèque	94	116	205	375	789
Marchés internationaux	86	123	119	199	379
Centre de groupe	-38	-28	-33	-135	-23
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	48.1	46.2	45.0	48.1	45.0

En 2020, nous avons été confrontés à la pandémie et aux difficultés qu'elle a engendrées, causant des souffrances humaines dans le monde entier et des bouleversements économiques sans précédent. Certains pays ont récemment lancé des programmes de vaccination dans le but d'apporter un certain soulagement. Nous avons pris nos responsabilités pour protéger la santé de notre personnel et de nos clients, tout en assurant la continuité de nos services. Nous avons collaboré étroitement avec les instances gouvernementales pour accompagner l'ensemble de nos clients affectés par le coronavirus en instaurant diverses mesures de soutien efficaces, y compris le report des échéances de crédit. Sur l'ensemble de nos six pays clés, nous avons octroyé, à fin décembre 2020, un total de 13,4 milliards d'euros de reports de paiement de crédits (selon la définition utilisée par l'ABE), ainsi que 0,8 milliard d'euros de crédits dans le cadre des régimes publics de garantie mis en œuvre face à la pandémie. Sous l'effet des mesures de confinement, qui ont massivement stimulé la digitalité, nos ventes digitales ont augmenté de manière significative. À cet égard, les investissements importants que nous avons consacrés à la transformation digitale ces dernières années portent clairement leurs fruits. Avec notre stratégie renouvelée 'Differently, the next level' – dans laquelle Kate, notre nouvelle assistante digitale personnelle basée sur l'IA, joue un rôle clé – nous avons décidé de franchir une étape supplémentaire, en rendant nos interactions avec nos clients encore plus proactives et pérennes grâce à l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle. Nous projetons d'investir 1,4 milliard d'euros supplémentaires dans la transformation digitale au cours de la période 2021-2023.

En ce qui concerne nos résultats financiers, nous avons enregistré un bénéfice net de 538 millions d'euros au dernier trimestre 2020. Pour le trimestre sous revue, nos revenus nets d'intérêts ont diminué, tandis que les revenus à la juste valeur et liés au trading se sont bien comportés. Dans le contexte actuel de taux bas persistants, ce résultat trimestriel a par ailleurs clairement bénéficié de la diversification permise par le modèle de bancassurance intégré de KBC, comme en attestent la progression des revenus nets de commissions et le bon résultat de l'activité non-vie (croissance satisfaisante des primes et excellent ratio combiné de 85% pour l'exercice complet). Les coûts ont été gérés avec rigueur. Sur l'ensemble de l'exercice, les charges d'exploitation hors taxes bancaires se sont contractées de 4,2% par rapport à l'exercice précédent, principalement grâce aux réductions de coûts annoncées induites par la pandémie. La somme du résultat du trimestre et de celui des neuf premiers mois de 2020 porte notre bénéfice net pour l'exercice complet 2020 à 1 440 millions d'euros.

Nous conservons une excellente solvabilité, avec un ratio common equity de 17,6%. Conformément à la recommandation de la BCE du 15 décembre 2020 limitant les paiements de dividendes, nous proposerons à l'Assemblée générale des actionnaires de mai prochain de verser un dividende (brut) de 0,44 euro par action pour l'exercice comptable 2020, payable en mai 2021. Le Conseil d'administration a en outre l'intention de distribuer au quatrième trimestre 2021 un dividende brut supplémentaire de 2 euros par action sur l'exercice comptable 2020. La décision finale du Conseil d'administration à ce sujet est subordonnée à la levée des restrictions imposées par la BCE en matière de dividendes.

De plus, notre politique de dividendes à compter de 2021 prévoit la distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé de l'exercice comptable, dont une avance sur dividende de 1 euro par action, payable en novembre. En sus du taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé, tout montant de capital excédant la position de capital de référence (un ratio common equity à pleine charge de 14,5% avant Bâle IV) majorée de la réserve de gestion de 1% sera pris en considération pour être distribué aux actionnaires. Chaque année, le Conseil d'administration prendra cette décision à son entière discrétion, lors de la publication des résultats de l'exercice complet.

Enfin, nous avons actualisé nos perspectives financières à long terme. Entre 2020 et 2023, nous visons un taux de croissance annuel composé d'environ 2% pour les revenus globaux et d'environ 1% pour les charges d'exploitation (hors taxes bancaires). Nous voulons en outre atteindre un ratio combiné inférieur ou égal à 92% d'ici 2023.



Pour conclure, j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier l'ensemble des parties prenantes qui ont continué de nous faire confiance. Je souhaite également exprimer ma plus vive reconnaissance à l'ensemble de nos collaborateurs, qui ont continué à servir notre clientèle et à participer au bon fonctionnement du groupe depuis leur domicile et autres sites à distance.

Johan Thijs
Chief Executive Officer

Principales données financières du quatrième trimestre 2020

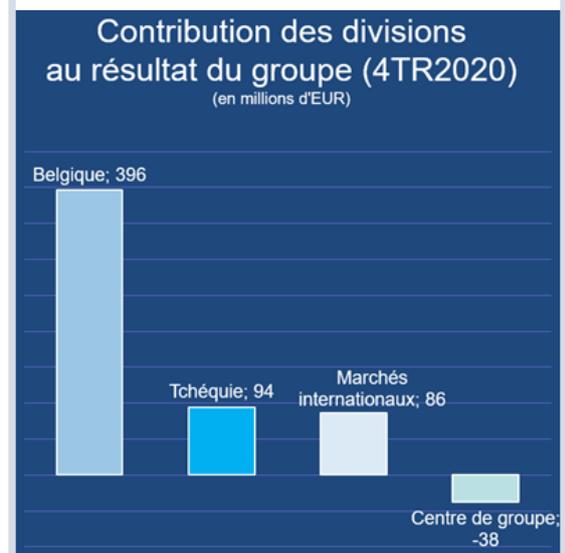
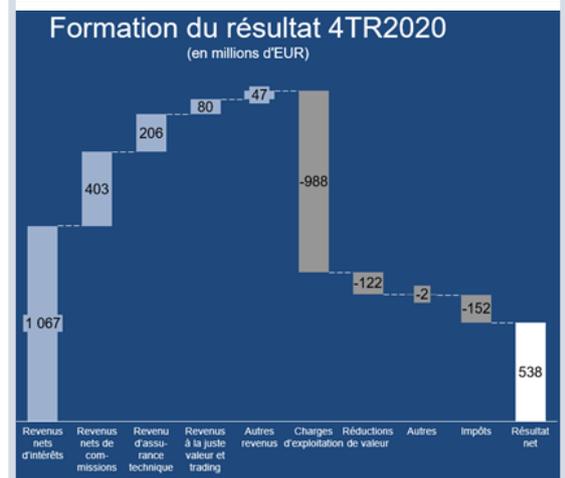
- ▶ Les franchises de bancassurance commerciales ont réalisé un beau parcours sur nos marchés clés.
- ▶ Les revenus nets d'intérêts ont diminué de 5% en glissement trimestriel et de 10% en rythme annuel. Le déclin en glissement trimestriel est principalement imputable à l'incidence négative des plus faibles revenus de réinvestissement ainsi qu'à un élément non récurrent positif en rapport avec des obligations indexées sur l'inflation (assurance) moins élevé. Ces éléments ont plus que neutralisé l'incidence positive de marges plus élevées sur la production de crédits hypothécaires qui sont supérieures à celles des encours de portefeuille en Belgique, en République tchèque et en Slovaquie. La baisse en rythme annuel est pour sa part principalement imputable à l'impact négatif des baisses des taux passées de la CNB en République tchèque, à la dépréciation en rythme annuel de la couronne tchèque et du forint hongrois par rapport à l'euro et à l'incidence négative de la faiblesse des revenus de réinvestissement. Toutes ces contributions négatives n'ont été qu'en partie compensées par l'incidence positive des opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III) et de la hiérarchisation ('tiering') des dépôts de la BCE, de l'application plus étendue de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des grandes entreprises et des PME et de l'expansion du portefeuille de crédits et d'obligations d'État.
- ▶ Les volumes de crédits se sont stabilisés en glissement trimestriel et ont augmenté de 3% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse en glissement annuel. Le volume des crédits accordés avec suspension des paiements d'intérêts dans le cadre des divers régimes de soutien se montait à fin décembre 2020 à 13,4 milliards d'euros (selon la définition de l'ABE), les régimes arrivant à échéance à fin 2020 couvrant 8,7 milliards d'euros de ce montant. Les dépôts (hors certificats de dette) ont progressé de 2% en glissement trimestriel et de 11% en rythme annuel, toutes les divisions signant ici aussi une hausse sur l'année. Ces chiffres ont été calculés sur une base 'comparable'.
- ▶ Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance non-vie (primes moins charges, plus résultat de la réassurance cédée) ont diminué de 10% par rapport au trimestre précédent, essentiellement du fait de l'augmentation des charges techniques (retour progressif des déclarations de sinistres vers des niveaux plus proches de la normale et impact des sinistres importants et des tempêtes au quatrième trimestre). La baisse des revenus techniques se monte à 7% en glissement annuel, la hausse des revenus découlant des primes acquises ayant été plus que gommée par l'augmentation des charges techniques. Au total, le ratio combiné ressort à un solide 85% pour l'ensemble de l'exercice 2020. Les ventes de nos produits d'assurance vie ont progressé de 39% par rapport au trimestre précédent et de 23% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.
- ▶ Les revenus nets de commissions ont augmenté (3%) par rapport au trimestre précédent mais affichent une baisse de 10% en rythme annuel. En glissement trimestriel, l'incidence positive de la hausse des commissions liées à la gestion d'actifs et issues des services bancaires a été en partie neutralisée par l'augmentation des commissions de distribution versées. En rythme annuel, les commissions liées à la gestion d'actifs et celles issues des services bancaires ont diminué, tandis que les commissions de distribution sont restées stables.

Les piliers de notre stratégie

orientation client bancassurance + croissance durable et profitable rôle dans la société pearl +

Notre stratégie repose sur cinq grands principes:

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales
- Nous mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe



- ▶ Les revenus à la juste valeur et liés au trading se sont établis à 80 millions d'euros, soit 6% en dessous du niveau du trimestre précédent, et affichent un recul de 39% en rythme annuel. Dans l'ensemble, la chute importante subie par les revenus à la juste valeur et liés au trading au premier trimestre 2020 a été plus que compensée par les statistiques positives des trois trimestres qui ont suivi.
- ▶ Tous les autres éléments de revenus combinés ont chuté de respectivement 6% et 27% par rapport au trimestre précédent et au même trimestre un an plus tôt, essentiellement parce que le trimestre sous revue a inclus un élément non récurrent négatif en rapport avec un dossier juridique antérieur en République tchèque et un impact supplémentaire lié à l'examen des 'tracker mortgages' en Irlande.
- ▶ Sous l'effet des mesures de réduction des coûts mises en place, les coûts (hors taxes bancaires) ont reculé de 6% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Par rapport au trimestre précédent, les coûts ont toutefois progressé de 4%. Le ratio charges/produits s'établit ainsi à 59% sur l'exercice complet 2020, contre 58% pour l'exercice complet 2019 (après exclusion de divers éléments hors exploitation).
- ▶ Les réductions de valeur sur crédits se sont montées à 57 millions d'euros pour le trimestre sous revue, contre 52 millions d'euros au trimestre précédent et 75 millions d'euros au même trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le montant total des réductions de valeur sur crédits dues au coronavirus a été légèrement corrigé (réduction de 1 million d'euros à la suite de prévisions macroéconomiques actualisées et de 'management overlay'). Il en résulte que les réductions de valeur sur crédits s'inscrivent au total à 783 millions d'euros pour l'exercice complet. Par conséquent, le ratio de coût du crédit est ressorti à 0,60% pour l'ensemble de l'exercice 2020, contre 0,12% pour l'exercice complet 2019. Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits ont inclus durant le trimestre sous revue une dépréciation non récurrente de 59 millions d'euros au titre de logiciels.
- ▶ Notre liquidité est restée solide, avec un ratio LCR de 147% et un ratio NSFR de 146%. Notre base de capital demeure tout aussi robuste, avec un ratio common equity à pleine charge de 17,6% (c.-à-d. après prise en compte du dividende proposé de 0,44 euro par action).

Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS Groupe KBC (en millions EUR)	4TR2020	3TR2020	2TR2020	1TR2020	4TR2019	Exercice complet 2020	Exercice complet 2019
Revenus nets d'intérêts	1 067	1 122	1 083	1 195	1 182	4 467	4 618
Assurance non-vie (avant réassurance)	192	233	255	185	229	865	756
Primes acquises	450	448	435	443	441	1 777	1 721
Charges techniques	-258	-215	-180	-258	-212	-912	-966
Assurance vie (avant réassurance)	4	1	6	0	2	10	-6
Primes acquises	382	267	276	297	364	1 223	1 323
Charges techniques	-378	-266	-271	-297	-363	-1 213	-1 329
Résultat de la réassurance cédée	10	-9	-13	-7	-11	-20	-25
Revenus de dividendes	11	12	17	12	17	53	82
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ¹	80	85	253	-385	130	33	181
Résultat net réalisé sur titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-1	1	2	0	0	2	6
Revenus nets de commissions	403	390	388	429	445	1 609	1 734
Autres revenus nets	37	37	53	50	47	176	282
Total des revenus	1 802	1 872	2 043	1 479	2 041	7 195	7 629
Charges d'exploitation	-988	-926	-904	-1 338	-1 045	-4 156	-4 303
Réductions de valeur	-122	-63	-857	-141	-82	-1 182	-217
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²	-57	-52	-845	-121	-75	-1 074	-203
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint- ventures	-2	-2	-3	-3	-1	-11	7
Résultat avant impôts	690	881	279	-3	912	1 847	3 116
Impôts	-152	-184	-69	-2	-210	-407	-627
Résultat après impôts	538	697	210	-5	702	1 440	2 489
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	538	697	210	-5	702	1 440	2 489
Bénéfice de base par action (EUR)	1.26	1.64	0.47	-0.04	1.66	3.34	5.85
Bénéfice dilué par action (EUR)	1.26	1.64	0.47	-0.04	1.66	3.34	5.85
Chiffres clés du bilan consolidé Groupe KBC (en millions EUR)	31-12-2020	30-09-2020	30-06-2020	31-03-2020	31-12-2019		
Total de l'actif ³	320 743	321 053	317 246	301 311	290 591		
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	159 621	157 773	157 563	158 364	155 816		
Titres (actions et titres de créance)	71 784	71 310	72 131	67 176	65 633		
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	215 430	211 672	210 811	208 293	203 369		
Provisions techniques avant réassurance	18 718	18 613	18 775	18 816	18 560		
Dettes de contrats d'investissement, assurance	12 724	12 482	12 505	11 979	13 610		
Capitaux propres des actionnaires de la société mère ³	20 030	19 244	18 570	18 080	18 722		
Ratios sélectionnés Groupe KBC (consolidé)	Exercice complet 2020	Exercice complet 2019					
Rendement sur capitaux propres	8%	14%					
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	60% (59%)	58% (58%)					
Ratio combiné, assurance non-vie	85%	90%					
Ratio common equity selon Bâle III compromis danois, à pleine charge [transitoire]	17.6% [18.1%]	17.1%					
Ratio common equity selon la méthode FICOD à pleine charge [transitoire]	16.4% [16.9%]	15.8%					
Leverage ratio, Bâle III à pleine charge	6.4%	6.8%					
Ratio de coût du crédit	0.60%	0.12%					
Ratio de crédits impaired	3.3%	3.5%					
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1.8%	1.9%					
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	146%	136%					
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	147%	138%					

1 Ou 'revenus à la juste valeur et liés au trading'.

2 Ou 'réductions de valeur sur crédits'.

3 Veuillez noter qu'à compter de 2019, le total de l'actif et les capitaux propres des actionnaires de la société mère ont été retraités afin de refléter la modification de la politique de capitalisation des logiciels (voir Note 1.1: 'Déclaration de conformité' du rapport trimestriel).

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre «Consolidated financial statements» du rapport trimestriel (uniquement en anglais), qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes. En ce qui concerne (les modifications apportées à) la définition des ratios, veuillez vous reporter à la section «Details of ratios and terms» du rapport trimestriel.

Analyse du trimestre considéré(4TR2020)

Total des revenus

1 802 millions d'euros

- Les revenus totaux se sont repliés de 4% en glissement trimestriel.
- Les revenus nets d'intérêts, les revenus techniques issus des activités d'assurance et les revenus à la juste valeur et liés au trading ont diminué.
- Les revenus nets de commissions ont augmenté.

Les revenus nets d'intérêts se sont montés à 1 067 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, soit une baisse de 5% par rapport au trimestre précédent et de 10% en glissement annuel. Le déclin en glissement trimestriel est principalement imputable à l'incidence négative de plus faibles revenus de réinvestissement ainsi qu'à un élément non récurrent positif en rapport avec des obligations indexées sur l'inflation (assurance) moins élevé. Ces éléments ont plus que neutralisé l'incidence positive de marges plus élevées sur la production de crédits hypothécaires qui sont supérieures à celles des encours de portefeuille en Belgique, en République tchèque et en Slovaquie. La baisse en rythme annuel est pour sa part principalement imputable à l'impact négatif des baisses des taux passées de la CNB en République tchèque, à la dépréciation en rythme annuel de la couronne tchèque et du forint hongrois par rapport à l'euro et à l'incidence négative de la faiblesse des revenus de réinvestissement. Toutes ces contributions négatives n'ont été qu'en partie compensées par l'incidence positive des opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III) et de la hiérarchisation ('tiering') des dépôts de la BCE, de l'application plus étendue de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des grandes entreprises et des PME et de l'expansion du portefeuille de crédits et d'obligations d'État.

Le volume total des crédits à la clientèle (160 milliards d'euros) a légèrement progressé (0,5%) en glissement trimestriel et s'est étoffé de 3% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse en glissement annuel. Sur une base comparable (c.-à-d. abstraction faite des effets de périmètre liés notamment à la consolidation globale d'OTP Slovakia en décembre 2020), le volume total des crédits à la clientèle est resté relativement stable en rythme trimestriel. Le volume des crédits accordés avec suspension des paiements d'intérêts dans le cadre des divers régimes de soutien se montait à fin décembre 2020 à 13,4 milliards d'euros selon la définition de l'ABE (un montant équitablement réparti entre les crédits immobiliers, les crédits aux PME et les crédits aux entreprises). Les moratoires avaient déjà expiré pour environ 8,7 milliards d'euros de ces crédits à fin décembre 2020 (avec une reprise des paiements pour 96% de ce chiffre). Nous avons en sus accordé quelque 0,8 milliard d'euros de crédits dans le cadre des divers systèmes de garantie liés au coronavirus mis en place par les gouvernements de nos marchés clés.

Les dépôts de la clientèle, certificats de dette inclus (215 milliards d'euros) ont augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 7% en rythme annuel, toutes les divisions signant ici une hausse par rapport à l'année précédente. Sur une base comparable, la croissance en glissement annuel ressort à 6%. Hors certificats de dette, les dépôts ont augmenté de pas moins de 11% en rythme annuel. Les chiffres de croissance indiqués ne tiennent pas compte des variations de change.

La marge nette d'intérêts a atteint 1,75% pour le trimestre sous revue, en baisse de 6 points de base par rapport au trimestre précédent et de 19 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt.

Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance non-vie** (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) ont contribué à hauteur de 203 millions d'euros aux revenus totaux, soit une baisse de 10% par rapport à la performance du trimestre précédent et de 7% par rapport au même trimestre un an plus tôt. En dépit de l'augmentation des primes acquises et du résultat de la réassurance cédée, la contraction, tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel des revenus techniques de l'activité non-vie est entièrement imputable à la hausse des charges techniques (retour progressif à la normale des déclarations de sinistres après un niveau exceptionnellement bas au deuxième trimestre du fait du confinement, de l'impact de sinistres importants, de dégâts de tempêtes et d'une augmentation (de 21 millions d'euros) des réserves pour vieillissement au quatrième trimestre). Au total, le ratio combiné pour l'exercice complet 2020 s'établit à un solide 85%, contre 90% pour l'exercice complet 2019.

Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance vie** (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) se sont élevés à 3 millions d'euros, contre 0 million d'euros au trimestre précédent et 1 million d'euros au même trimestre de l'année précédente. Les ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue (582 millions d'euros) s'inscrivent en hausse de 39% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de l'augmentation des ventes de produits à taux d'intérêt garanti en Belgique (principalement attribuable aux volumes généralement plus élevés enregistrés par les produits d'épargne-pension bénéficiant d'une incitation fiscale au quatrième trimestre 2020) et l'augmentation des ventes de produits de la branche 23 en Belgique et en République tchèque. Les ventes ont progressé de 23% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, essentiellement à la faveur de la croissance des ventes de produits de la branche 23 en Belgique (résultant des campagnes commerciales à destination des clients particuliers et PME). La part des produits à taux d'intérêt garanti dans notre total des ventes de produits d'assurance vie est globalement ressortie à 56% au cours du trimestre sous revue, les produits de la branche 23 représentant les 44% restants.

Les **revenus nets de commissions** se sont inscrits à 403 millions d'euros pour le trimestre sous revue, en hausse de 3% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre précédent, les revenus nets de commissions ont bénéficié de la hausse des commissions dans notre activité de gestion d'actifs (hausse des commissions de gestion, en partie compensée par la baisse des frais d'entrée) et des commissions issues des services bancaires (principalement les commissions liées aux titres et les commissions en lien avec les dossiers de crédit et les garanties bancaires), tandis que les commissions de distribution ont augmenté en raison de la progression des commissions versées au titre des produits bancaires et des ventes de produits d'assurance vie. Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, les revenus nets de commissions se sont comprimés de 10%, sous les effets combinés de la baisse des commissions liées à la gestion d'actifs et aux services bancaires (en particulier les services de paiement), de la stabilisation des commissions de distribution versées et de la dépréciation en rythme annuel de la couronne tchèque et du forint hongrois par rapport à l'euro. Fin décembre 2020, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 212 milliards d'euros, ce qui correspond à une hausse de 4% en rythme trimestriel et une baisse de 2% en glissement annuel. La progression en rythme trimestriel résulte entièrement d'un redressement supplémentaire des prix des actifs (+4%). Le repli en glissement annuel, quant à lui, est surtout imputable aux sorties de capitaux nettes restreintes du segment 'conseil en investissements'.

Le **résultat net des instruments financiers à la juste valeur** (revenus à la juste valeur et liés au trading) s'est établi à 80 millions d'euros, en légère baisse de 5 millions d'euros par rapport au trimestre précédent (principalement du fait de la dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management et de l'incidence baissière des ajustements de valeur de marché, en partie compensées par la hausse des résultats du portefeuille d'actions d'assurance, de la salle des marchés et des autres revenus) et en recul de 50 millions d'euros en glissement annuel (essentiellement à cause de la dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management).

Les **autres éléments de revenus** incluent 11 millions d'euros de revenus de dividendes, un chiffre en légère baisse par rapport au trimestre précédent mais aussi par rapport au même trimestre un an plus tôt. Ils intègrent également 37 millions d'euros d'autres revenus nets, soit un peu moins que le niveau normal pour ce poste car ce dernier comprend un élément non récurrent négatif de 6 millions d'euros en rapport avec un ancien dossier juridique en République tchèque et une charge de 3 millions d'euros liée à l'examen des 'tracker mortgages' en Irlande.

Charges d'exploitation

988 millions d'euros

- Gestion rigoureuse des coûts. Les charges d'exploitation hors taxes bancaires ont augmenté de 4% en rythme trimestriel, mais ont diminué de 6% en glissement annuel.
- Ratio charges/produits pour l'exercice complet 2020 à 59% (après exclusion de divers éléments hors exploitation).

Les charges d'exploitation se sont inscrites à 988 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Hors taxes bancaires, cela représente une augmentation de 4% par rapport au niveau enregistré au trimestre précédent. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette hausse, notamment la hausse des charges de personnel (principalement imputables à l'augmentation des provisions pour rémunération variable et de l'inflation des salaires dans la plupart des pays), des frais ICT et de marketing et des frais professionnels. Ces éléments ont été en partie compensés par une contribution positive non récurrente de 10 millions d'euros résultant de l'actualisation de la politique de capitalisation des logiciels et du recul des dépenses d'équipements.

En rythme annuel, les charges hors taxes bancaires se sont comprimées de 6%, principalement grâce aux réductions de coûts annoncées induites par la crise du coronavirus (baisse des dépenses d'équipements, des frais de marketing et des frais professionnels), à une contribution positive non récurrente de 10 millions d'euros résultant de l'actualisation de la politique de capitalisation des logiciels et à la dépréciation en glissement annuel de la couronne tchèque et du forint hongrois vis-à-vis de l'euro. Ces éléments ont plus que compensé l'impact négatif découlant de l'augmentation des frais ICT.

Le ratio charges/produits de nos activités bancaires s'établit à 60% pour l'exercice complet 2020. Après exclusion de certains éléments hors exploitation, le ratio ressort à 59%, globalement inchangé par rapport au ratio de 58% enregistré sur l'exercice complet 2019.

Le Conseil d'administration de KBC a approuvé une adaptation de la méthode comptable, en ce sens que les logiciels développés en interne, qui n'atteignant pas un seuil d'importance critique ne seront plus capitalisés (voir la Note 1.1 du rapport trimestriel pour des informations plus détaillées). L'impact sur l'exercice 2020 a été intégralement incorporé dans les charges d'exploitation du quatrième trimestre et se traduit par un effet positif non récurrent de 10 millions d'euros avant impôts.

Réductions de valeur sur crédits

Charge de 57 millions d'euros

- Légère hausse des réductions de valeur nettes sur crédits par rapport au niveau publié le trimestre précédent.
- Le ratio de coût du crédit ressort pour l'exercice complet 2020 à 0,60%.

Au quatrième trimestre 2020, nous avons enregistré une réduction de valeur nette sur crédits de 57 millions d'euros, contre une charge nette de 52 millions d'euros au trimestre précédent et de 75 millions d'euros au quatrième trimestre 2019. La charge nette liée aux réductions de valeur enregistrée au cours du trimestre sous revue se rapporte pour l'essentiel à quelques crédits d'entreprises en Belgique et en République tchèque. Au quatrième trimestre, les provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus ont été légèrement ajustées (abaissées de 1 million d'euros, à la suite de l'actualisation des prévisions macroéconomiques et du management overlay). Les provisions collectives pour l'exercice complet ont ainsi été ramenées à 783 millions d'euros. Sur ce montant, 672 millions d'euros reposent sur un 'management overlay' et 111 millions d'euros ont été capturés par les modèles ECL via l'actualisation des variables macroéconomiques. Le détail de ce calcul et des informations de fond concernant les provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus figurent à la Note 1.4 de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel (en anglais).

En termes de pays, les réductions de valeur sur crédits ont atteint au quatrième trimestre 2020 39 millions d'euros en Belgique, 17 millions d'euros en République tchèque et 8 millions d'euros en Hongrie, tandis que de modestes reprises nettes de réductions de valeur sur crédits ont été enregistrées en Irlande (5 millions d'euros) ainsi qu'en Slovaquie, en Bulgarie et pour le Centre de groupe (1 million d'euros).

Pour l'ensemble du groupe, le ratio de coût du crédit est ressorti à 0,60% pour l'exercice complet 2020 (0,16% si l'on exclut le montant lié à la crise du coronavirus), contre 0,12% pour l'exercice complet 2019. Le ratio de crédits impaired a baissé depuis le début de l'année: à fin décembre 2020, notre portefeuille de crédits total comportait quelque 3,3% de crédits impaired (Niveau 3), contre 3,5% à fin 2019. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentent 1,8% du portefeuille de crédits, contre 1,9% à fin 2019.

Pour connaître l'impact anticipé des réductions de valeur sur crédits pour l'ensemble de l'année 2021, veuillez vous reporter à la section Prévisions en page 12 de la présente publication.

Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 66 millions d'euros, contre 11 millions d'euros au trimestre précédent et 7 millions d'euros au quatrième trimestre 2019. Le chiffre pour le trimestre sous revue inclut une dépréciation non récurrente de 59 millions d'euros au titre de logiciels, en raison de déclencheurs de réduction de valeur spécifiques liés à quelques projets de logiciels distincts.

Résultat net par division

Belgique	République tchèque	Marchés internationaux	Centre de groupe
396 millions d'euros	94 millions d'euros	86 millions d'euros	-38 millions d'euros

Belgique: le résultat net (396 millions d'euros) a diminué de 90 millions d'euros en glissement trimestriel. Le résultat du quatrième trimestre reflète une baisse des revenus nets d'intérêts, une hausse des revenus nets de commissions, une contraction des revenus à la juste valeur et liés au trading, une progression des autres revenus nets, un recul des résultats techniques des activités d'assurance et une augmentation des charges d'exploitation et des réductions de valeur sur actifs autres que des crédits (essentiellement en raison d'une dépréciation non récurrente au titre de logiciels).

République tchèque: le résultat net (94 millions d'euros) s'est replié de 19% par rapport à son niveau du trimestre précédent. Le résultat du quatrième trimestre reflète une baisse des revenus nets d'intérêts, des revenus nets de commissions et des autres revenus nets (en rapport avec un élément non récurrent négatif de 6 millions d'euros au titre d'un ancien dossier juridique), et une progression des charges d'exploitation et des réductions de valeur (principalement imputable à une dépréciation non récurrente au titre de logiciels). La progression en glissement trimestriel des revenus à la juste valeur et liés au trading a ainsi été plus que compensée.

Marchés internationaux: le résultat net de 86 millions d'euros se répartit comme suit: 25 millions d'euros pour la Slovaquie, 38 millions d'euros pour la Hongrie, 25 millions d'euros pour la Bulgarie et -3 millions d'euros pour l'Irlande. Le résultat net s'inscrit en baisse de 37 millions d'euros en glissement trimestriel pour la division dans son ensemble. Ce recul est principalement imputable à

l'augmentation des taxes bancaires (surtout en Irlande) et des réductions de valeur. Il a largement gommé la progression en rythme trimestriel des revenus nets d'intérêts, des revenus nets de commissions et des autres revenus nets.

Centre du groupe: le résultat net (-38 millions d'euros) s'est avéré 10 millions d'euros inférieur au chiffre enregistré au trimestre précédent; la hausse des réductions de valeur (sur les logiciels) et des charges d'exploitation ainsi que la compression des résultats techniques des activités d'assurance ayant été partiellement compensées par l'augmentation des revenus à la juste valeur et liés au trading.

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	Exercice complet 2020	Exercice complet 2019	Exercice complet 2020	Exercice complet 2019	Exercice complet 2020	Exercice complet 2019
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	57%	60%	53%	47%	65%	68%
Ratio combiné, assurance non-vie	84%	89%	87%	94%	84%	88%
Ratio de coût du crédit*	0.57%	0.22%	0.67%	0.04%	0.78%	-0.07%
Ratio de crédits impaired	2.3%	2.4%	2.3%	2.3%	6.9%	8.5%

* Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section 'Details of ratios and terms' du rapport trimestriel.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section «Additional information» du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Capitaux propres, solvabilité et liquidité	Total des capitaux propres	Ratio common equity (à pleine charge)	Ratio de couverture des liquidités	Ratio structurel de liquidité à long terme
	21,5 milliards d'euros	17.6%	147%	146%

À fin décembre 2020, le total de nos capitaux propres s'élevait à 21,5 milliards d'euros (20,0 milliards d'euros de capitaux propres de la société mère et 1,5 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit une progression de 6% par rapport à fin 2019¹. Cette progression résulte de l'effet combiné d'un certain nombre d'éléments, dont le bénéfice sur l'exercice (+1,4 milliard d'euros), l'augmentation de la réserve de réévaluation pour les obligations (+0,1 milliard d'euros), des écarts de conversion négatifs (-0,2 milliard d'euros découlant de la dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois au cours de la période sous revue) et divers éléments mineurs. Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique 'Consolidated statement of changes in equity' de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

Au 31 décembre 2020, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à 17,6%. Conformément à la recommandation de la BCE du 15 décembre 2020 limitant les paiements de dividendes, nous proposerons à l'Assemblée générale des Actionnaires en mai de cette année un dividende (brut) de 0,44 euro par action pour l'exercice comptable 2020, payable en mai 2021. Le Conseil d'administration a en outre l'intention de distribuer, au quatrième trimestre 2021, un dividende brut supplémentaire de 2 euros par action² sur l'exercice comptable 2020. La décision finale du Conseil d'administration à ce sujet est subordonnée à la levée des restrictions en matière de dividendes imposées par la BCE.

Pour connaître la politique en matière de dividendes et le plan d'affectation du capital en 2021, veuillez vous reporter à la section Prévisions en page 12 de la présente publication.

Le ratio de levier financier à pleine charge ('leverage ratio', Bâle III) s'est inscrit à 6,4%, contre 6,8% fin 2019. À fin décembre 2020, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 222% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 202% fin 2019. Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 147% et un ratio NSFR de 146% à la fin de l'année (contre 138% et 136% respectivement à fin 2019).

¹ Veuillez noter que les capitaux propres des actionnaires de la société mère pour 2019 ont été retraités de -143 millions d'euros afin de refléter la modification de la politique de capitalisation des logiciels

² Ce montant n'est pas déduit des ratios de solvabilité à la fin de l'exercice 2020.

Analyse de la période sous revue year-to-date (Exercice complet 2020)

Résultat net

1 440 millions d'euros

- Résultat net en baisse de 42% par rapport à l'exercice complet 2019.
- Les réductions de valeur sur crédits ont fortement augmenté du fait de l'inclusion de 783 millions d'euros de provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus.
- Les revenus nets d'intérêts, les revenus nets de commissions, les revenus à la juste valeur et liés au trading, les revenus de dividendes et les autres revenus nets se sont repliés.
- Sévère maîtrise des coûts et excellent résultat non vie.

Faits marquants (par rapport à l'exercice complet 2019):

- Légère baisse des **revenus nets d'intérêts** (en baisse de 3% à 4 467 millions d'euros), dans la mesure où les baisses des taux décidées par la CNB en République tchèque, la dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois vis-à-vis de l'euro et l'incidence négative de la faiblesse des revenus de réinvestissement, entre autres facteurs, n'ont pas été entièrement compensées par l'incidence positive des opérations TLTRO III et de la hiérarchisation ('tiering') des dépôts de la BCE, par un élément non récurrent positif en rapport avec des obligations indexées sur l'inflation (assurance), par des marges sur la production de crédits hypothécaires supérieures à celles des encours de portefeuille en Belgique, en République tchèque et en Slovaquie et par l'expansion du portefeuille de crédits et d'obligations d'État. Sur une base comparable, le volume des dépôts et certificats de dette a augmenté de 6% (ou 11% hors certificats de dette) et les volumes de crédits de 3%, toutes les divisions signant une hausse. Les chiffres de croissance indiqués ne tiennent pas compte des variations de change. La marge nette d'intérêts pour 2020 s'élève à 1,84%, soit une baisse de 11 points de base en glissement annuel.
- Progression des **résultats techniques des activités d'assurance** (en hausse de 18%, à 855 millions d'euros). Le résultat technique des activités d'assurance non-vie a augmenté de 15%, largement à la faveur de la progression des primes acquises, du recul des charges techniques (en partie imputable à la diminution des déclarations de sinistres durant le confinement, malgré une augmentation de 21 millions d'euros des réserves de vieillissement au quatrième trimestre 2020) et d'un résultat de la réassurance cédée en légère hausse. Dans le non-vie, le ratio combiné atteint un excellent niveau de 85% pour l'exercice complet, contre 90% pour l'exercice complet 2019. Les ventes de produits d'assurance vie (1 989 millions d'euros) ont grimpé de 8%, l'augmentation des ventes de produits de la branche 23 ayant plus que contrebalancé la baisse des ventes de produits à taux d'intérêt garanti.
- Recul des **revenus nets de commissions** (en baisse de 7%, à 1 609 millions d'euros), essentiellement imputable à une diminution des commissions liées aux services de gestion d'actifs, et dans une moindre mesure des commissions liées aux services bancaires, à la hausse des commissions de distribution versées et à la dépréciation en rythme annuel de la couronne tchèque et du forint hongrois par rapport à l'euro. À fin décembre 2020, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 212 milliards d'euros, soit une baisse de 2% par rapport au niveau enregistré un an plus tôt (essentiellement imputable aux sorties de capitaux nettes restreintes du segment 'conseil en investissements').
- Repli des **revenus à la juste valeur et liés au trading** (en baisse de 149 millions d'euros à 33 millions d'euros). Le chiffre pour l'exercice complet 2020 résulte d'un recul important au premier trimestre (la crise du coronavirus a dans un premier temps provoqué un effondrement des marchés boursiers, un élargissement des spreads de crédit et une chute des taux d'intérêt à long terme), suivi d'une reprise significative aux deuxième, troisième et quatrième trimestres.
- Baisse de tous les **autres éléments de revenus combinés** (en baisse de 38%, à 231 millions d'euros), principalement imputable au fait que la période de référence incluait un bénéfice exceptionnel de +82 millions d'euros en rapport avec ČMSS et, dans une moindre mesure, à la diminution des revenus de dividendes.

- Diminution des **charges d'exploitation** (en baisse de 3%, à 4 156 millions d'euros). Hors taxes bancaires, les charges d'exploitation ont reculé de 4,2%, soit plus que notre prévision de -3,5% en glissement annuel pour l'exercice complet 2020. Cette évolution s'explique par l'impact direct de la crise du coronavirus (diminution des frais de marketing, des dépenses d'équipements et des frais professionnels), par la baisse des charges de personnel (diminution du nombre d'ETP et des provisions pour rémunération variable), par une contribution positive non récurrente de 10 millions d'euros résultant de l'actualisation de la politique de capitalisation des logiciels et par la dépréciation en glissement annuel de la couronne tchèque et du forint hongrois vis-à-vis de l'euro. Ces éléments ont largement compensé l'impact négatif découlant notamment de l'évolution des salaires et de l'augmentation des frais ICT. Le ratio charges/produits s'établit à 60% year-to-date, ou 59% sur une base ajustée après exclusion de divers éléments hors exploitation (contre 58% pour l'exercice complet 2019).
- Forte hausse des **réductions de valeur sur crédits** (en hausse de 871 millions d'euros à 1 074 millions d'euros). Près des trois quarts (783 millions d'euros) de ces réductions de valeur durant la période sous revue concernent des provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus, avec 672 millions d'euros reposant sur un 'management overlay' et 111 millions d'euros capturés par les modèles ECL via l'actualisation des variables macroéconomiques. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit en hausse, à 0,60%, pour l'ensemble du groupe, contre 0,12% pour l'exercice complet 2019. Les réductions de valeur sur autres actifs ont augmenté de 94 millions d'euros pour atteindre 108 millions d'euros, principalement en raison d'une dépréciation non récurrente au titre de logiciels de 59 millions d'euros au quatrième trimestre 2020 et de l'incidence négative non récurrente de 29 millions d'euros liée au moratoire sur les paiements (perte d'ajustement IFRS résultant de la valeur temps du report de paiement).
- Le **résultat net** de 1 440 millions d'euros pour 2020 se répartit comme suit: 1 001 millions d'euros pour la division Belgique (-343 millions d'euros par rapport à l'année précédente), 375 millions d'euros pour la division République tchèque (-414 millions d'euros), 199 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (-179 millions d'euros) et -135 millions d'euros pour le Centre de groupe (-112 millions d'euros). Le résultat 2020 pour la division Marchés internationaux se divise comme suit: 56 millions d'euros pour la Slovaquie, 114 millions d'euros pour la Hongrie, 76 millions d'euros pour la Bulgarie et -48 millions d'euros pour l'Irlande.

Déclaration relative aux risques, opinions et prévisions économiques

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier. Ceux-ci proviennent essentiellement de l'impact de la crise du coronavirus sur l'économie mondiale et plus particulièrement sur le secteur financier (y compris les risques de crédit et de marché ainsi que l'incidence des taux d'intérêt durablement bas sur nos résultats). Ces risques s'ajoutent aux risques en lien avec les évolutions macroéconomiques et politiques qui affectent l'économie mondiale et européenne, y compris les marchés domestiques de KBC. Le risque réglementaire et de compliance (lutte contre le blanchiment de capitaux et RGPD notamment) reste un thème dominant dans le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle d'entreprise des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat revêtent par ailleurs une importance croissante. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

Après un rebond très vigoureux au troisième trimestre, la croissance économique européenne a sensiblement marqué le pas au quatrième trimestre. Dans la zone euro, la croissance en glissement trimestriel est de nouveau repassée en dessous de zéro, tandis que la croissance économique en Belgique et en République tchèque est restée légèrement positive. Les nouvelles mesures de lutte contre la pandémie prises dans le sillage de la résurgence des cas de Covid-19 ont largement contribué à cette situation. L'écart constaté entre un secteur des services fragile et un secteur manufacturier plus résistant n'est pas passé inaperçu. Le secteur manufacturier s'est relativement bien maintenu, aidé par sa plus grande exposition aux exportations, ce qui signifie qu'il a également bénéficié de la reprise économique plus favorable en Chine et aux États-Unis.

La deuxième vague de la pandémie s'est encore accélérée vers la fin de l'année 2020. Le quatrième trimestre a néanmoins laissé entrevoir des signes d'amélioration. L'approbation de plusieurs vaccins et le lancement des campagnes de vaccination ont notamment fait naître l'espoir que la pandémie pourrait s'avérer au final un phénomène temporaire. L'accord entre l'UE et le Royaume-Uni à la fin de l'année 2020 a également réduit l'incertitude quant aux futures relations commerciales, bien que l'accord soit encore loin d'être finalisé. La conclusion des élections présidentielles américaines a également permis la dissipation d'un autre risque politique majeur. Au début de l'année 2021, le principal risque économique semble prendre la forme d'une éventuelle troisième vague pandémique et d'obstacles inattendus à la campagne de vaccination.

L'année 2021 sera une année de transition. L'impact des programmes de vaccination sur la reprise économique sera probablement de plus en plus visible au second semestre. Nous prévoyons une reprise accélérée de l'économie européenne à partir du second semestre 2022.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change

La politique monétaire et budgétaire continue de soutenir les économies des États-Unis et de la zone euro. La Fed et la BCE devraient selon nous conserver des taux directeurs inchangés au cours des années à venir. En outre, l'extension de la taille et de la durée du programme d'urgence pandémique de la BCE en décembre laisse penser que le contexte de taux d'intérêt à long terme bas perdurera un certain temps. Nous nous attendons également à ce que les spreads souverains intra-UEM - et les spreads souverains bulgares - se maintiennent globalement autour de leurs actuels niveaux comprimés.

Le taux de change du forint hongrois par rapport à l'euro s'est avéré assez volatil au cours du quatrième trimestre et, dans l'ensemble, a terminé le trimestre pratiquement inchangé. Le forint hongrois devrait se raffermir quelque peu par rapport à l'euro au cours du premier semestre 2021, ce qui permettra à la Banque centrale hongroise d'assouplir à nouveau sa politique monétaire. Grâce au soutien des taux d'intérêt à long terme, la couronne tchèque s'est renforcée par rapport à l'euro au cours du quatrième trimestre. Nous pensons que la Banque nationale tchèque relèvera son taux directeur de 25 points de base au second semestre 2021.

Le taux de change du dollar américain par rapport à l'euro s'est encore affaibli au quatrième trimestre, principalement en raison du faible soutien des taux d'intérêt réels. Une légère dépréciation supplémentaire est possible à court terme, mais nous prévoyons une stabilisation générale du dollar en 2021, principalement en raison de la montée des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis.

- **Prévisions pour l'exercice complet 2021:**
 - *Revenus nets d'intérêts*: autour de 4,3 milliards d'euros
 - *Charges d'exploitation hors taxes bancaires*: augmentation d'environ 2% en glissement annuel à périmètre constant (hors impact de l'acquisition d'OTP Slovakia) car certaines des économies de coûts annoncées en 2020 (mesures prises immédiatement après le premier confinement, en mars 2020) ne sont pas tenables en 2021 et les économies découlant de notre stratégie 'Digital First' sont davantage concentrées en fin de période
 - *Ratio de coût du crédit*: devrait être conforme à la fourchette haute de notre ratio moyen du coût du crédit sur l'ensemble du cycle (de 30-40 points de base)
- **L'impact de Bâle IV** (au 1er janvier 2023) est estimé pour le Groupe KBC à une augmentation d'environ 8 milliards d'euros d'actifs pondérés par le risque (à pleine charge) à la fin de 2020, ce qui correspond à une inflation des actifs pondérés par les risques de 8% et à un impact de -1,3% sur le ratio common equity;
- **Prévisions financières à long terme:**
 - Revenus totaux en taux actuariel (2020-2023): environ 2% d'ici 2023
 - Charges d'exploitation hors taxes bancaires en taux actuariel (2020-2023): environ 1% d'ici 2023
 - Ratio combiné: $\leq 92\%$ d'ici 2023
 - Ratio common equity (à pleine charge, compromis danois): 14,5% avec une réserve de gestion de 1% s'ajoutant au ratio, à l'heure actuelle
- **Politique en matière de dividendes et plan d'affectation du capital:**
 - **Pour 2019-2020:**
 - La recommandation de la BCE du 15 décembre 2020 limite les paiements de dividendes au titre des bénéfices 2019 et 2020 au montant le plus faible entre: 15% des bénéfices cumulés sur la période 2019-2020 et 20 points de base des actifs pondérés par les risques
 - Dans la mesure où nous avons versé un acompte sur dividendes de 1 euro par action en novembre 2019, qui représentait plus de 15% du bénéfice enregistré en 2019, la recommandation de la BCE limite l'actuel versement du dividende à 15% seulement du bénéfice enregistré en 2020. Par conséquent, au titre de l'exercice comptable 2020, un dividende brut de 0,44 euro par action sera proposé à l'Assemblée générale annuelle et versé en mai 2021
 - En conséquence de la recommandation de la BCE, le taux de distribution pour 2019 et 2020 est inférieur au taux de distribution d'au moins 50% prévu par notre politique en matière de dividendes. Les montants non distribués font partie du capital excédentaire du Groupe KBC
 - Le Conseil d'administration du Groupe KBC a en outre l'intention de distribuer au 4Tr2021 un dividende brut supplémentaire de 2 euros par action sur l'exercice comptable 2020 (ce montant n'est pas déduit des ratios de solvabilité à fin 2020). La décision finale du Conseil d'administration à ce sujet est subordonnée à la levée des restrictions en matière de dividendes imposées par la BCE
 - **A partir de 2021:**
 - La politique en matière de dividendes prévoit:
 - Un ratio de distribution (c.-à-d. dividende + coupon AT1) d'au moins 50% du bénéfice consolidé au titre de l'exercice comptable
 - Un acompte sur dividendes de 1 euro par action (payable en novembre de l'exercice comptable) constituant un acompte sur le dividende total au titre de l'exercice comptable
 - Notre ambition consiste à figurer parmi les établissements financiers les mieux capitalisés d'Europe. Nous visons par conséquent un ratio CET1 à pleine charge (pré-Bâle IV) de 14,5% (= position de capital de référence). Une réserve de gestion de 1% sera maintenue en plus de la position de capital de référence. Une fois cette réserve utilisée, le Conseil d'administration décidera à son entière discrétion de sa reconstitution sur une base annuelle
 - En sus du taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé, tout montant de capital excédant la position de capital de référence majorée de la réserve de gestion de 1% sera susceptible d'être distribué aux actionnaires. Chaque année, le Conseil d'administration prendra cette décision à son entière discrétion lors de la publication des résultats de l'exercice complet.
 - Le plan d'affectation du capital sera mis à jour dès lors que les règles de Bâle IV s'appliqueront (au plus tôt le 1er janvier 2023)

Déclaration du commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes, PwC Bedrijfsrevisoren BV/Reviseurs d'Entreprises srl, représenté par Roland Jeanquart et Tom Meuleman, confirme que ses travaux d'audit sont terminés quant au fond et qu'ils n'ont pas révélé à ce jour une quelconque nécessité de procéder à des ajustements du compte de résultat consolidé 2020, du résumé du résultat global consolidé pour l'exercice, du bilan consolidé et de l'état consolidé des variations des capitaux propres ou des notes explicatives, lesquelles comprennent une synthèse des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives reprises dans le présent communiqué de presse.

Prochains événements	Rapport annuel: 1er avril 2021 Assemblée générale annuelle: 6 mai 2021 Résultats du 1TR2021: 11 mai 2021 Dividende: date de détachement: 17 mai 2021; date d'enregistrement: 18 mai 2021; date de paiement: 19 mai 2021 (sous réserve d'avoir obtenu l'approbation de l'assemblée générale annuelle)
Informations complémentaires sur le 4TR2020	Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports Présentation de l'entreprise: www.kbc.com / Investor Relations / Présentation
Impact détaillé de la crise du coronavirus	Rapport trimestriel, Note 1.4 des 'États financiers consolidés selon les normes IFRS' Présentation de l'entreprise, section 2 sur le 'Covid-19'
Définitions des ratios	'Details of ratios and terms at KBC Group level' à la dernière section du rapport trimestriel .

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Kurt De Baenst, General manager Investor Relations, KBC Groupe

Tel +32 2 429 35 73 - E-mail: kurt.debaenst@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe

Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 65 01 Stef Leunens
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé

E-mail : pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com
Suivez-nous sur www.twitter.com/kbc_group